

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

premier gouvernement

les euro- traîtres

éditorial par bertrand renouvin

Presque seule, entre les deux tours, la Nouvelle Action Française a refusé de choisir entre Mitterrand et Giscard d'Estaing parce qu'ils représentaient, l'un comme l'autre, la certitude du pire. Ce fut un beau scandale, chez ceux qui voyaient en Giscard d'Estaing le dernier défenseur de l'ordre moral, social et politique face à la « subversion » menaçante. Au nom de la France, au nom de la société, ils nous sommèrent de reconsidérer notre position, qui était pourtant la seule possible pour des royalistes soucieux de l'unité de la nation et de l'indépendance de l'Etat.

Comprennent-ils leur erreur, maintenant que la composition du gouvernement est connue ? Comprennent-ils que nous avons raison de voir en Giscard l'homme d'une caste

et le candidat de l'Argent ? De dénoncer en lui le conservatisme social le plus éhonté et l'esprit de renoncement ?

Affairisme, technocratie, européisme, pro-américanisme : le nouveau gouvernement exprime tout cela, avec un cynisme tranquille. C'est le triomphe des serviteurs félon, c'est le retour de ceux qu'on croyait à jamais balayés, éliminés pour toujours de la conduite de l'Etat à cause de leurs ridicules, de leur impuissance ou de leurs bassesses.

Tout cela se passe avec la bénédiction de Washington. Et sous les applaudissements de l'« Aurore » et de « Minute ». Pensez donc ! C'est la fin de l'« Etat U.D.R. » qu'ils contestaient parce qu'ils n'en étaient pas.

C'est la fin du gaullisme, c'est-à-dire d'un effort qui, malgré ses erreurs et ses échecs incontestables, avait pour objectif la restauration de l'Etat et l'indépendance de la nation.

Mais qu'on nous comprenne bien. Nous ne renions rien de notre combat contre le « Système Pompidou », socialement conservateur et diplomatiquement ambigu. Nous ne regrettons pas l'« Etat U.D.R. », étant par définition hostiles à la dictature d'un parti sur l'Etat, quel que soit ce parti. Et nous ne saurions être considérés comme gaullistes puisque nous n'avons cessé de dire que la politique du général de Gaulle était vouée à l'échec, faute d'institutions l'enracinant dans la durée.

(suite page 3)

inégalités et société de profit

• Comment Giscard d'Estaing peut-il prêcher l'égalité des chances alors que son « système » transforme la France en une « société de profit » au bénéfice d'une minorité.

« La société française doit être plus égale, qu'il s'agisse des chances des plus jeunes, de l'écart entre les revenus, de la protection sociale des différents groupes de travailleurs. Elle doit être plus juste concernant le sort de ceux dont la situation est la plus éloignée de la moyenne nationale, je veux dire les personnes âgées, qui ne sont pas moins dignes que les autres et en faveur desquelles un effort exceptionnel doit être accompli. »

C'est en ces termes que M. Giscard d'Estaing a réenfourché dans un message adressé au Parlement son cheval favori de la campagne présidentielle. Voici qui part d'un bon principe. Malheureusement lorsque Giscard parle ainsi, il n'est guère convaincant pour la bonne raison qu'en onze ans de présence Rue de Rivoli, il a fait très exactement le contraire... et que l'équipe dont il s'entoure l'incitera à continuer.

DE 1 A 400

En 1974, jamais l'échelle des revenus n'a été aussi inégalitaire. De 1 à 400 entre les personnages touchant le minimum vieillesse et les 2.500 contribuables les plus imposés. De 1 à 28 entre le revenu moyen du dixième des Français les plus défavorisés et celui du dixième le plus riche.

Cela, par parenthèse, situe dans son cadre exact la critique de la société de consommation : elle se présente comme une société d'abondance mais sélective. 54,4 % des Français qui vivent au-dessous ou à peine au-dessus du S.M.I.C. sont irrémédiablement écartés de ses poisons et de ses délices. A l'autre extrême, les revenus des 6.000 principaux P.D.G. français varient entre 40.000 F (nouveaux) par mois et... l'infini.

Une telle inégalité cependant n'entraîne pas véritablement de révoltes globales. Ceci pour deux raisons : d'abord parce qu'elle reste inconnue de la plupart des Français. Même un syndicaliste comme Eugène Descamps croyait et soutenait de bonne foi devant des P.D.G. hilares que l'échelle de revenus subissait des distorsions scandaleuses parce qu'étalée de... 1 à 15 !

En outre la société de profit dominée par l'argent exalte le prestige et la puissance que confère l'argent : les biens de consommation, de la voiture à la chaîne de haute fidélité et au safari en Afrique, sont offerts aux yeux du public tout en restant inaccessibles à une grande majorité de celui-ci. Dès lors les exclus essaient par tous les moyens de s'intégrer à la spirale de la consommation. Ils cherchent donc à prendre pied dans le système et non à le renverser.

ARGENT ET MERITOCRATIE

Il est vrai que la société de profit offre aux exclus un espoir fallacieux, celui d'aménager sinon leur sort du moins celui de leurs enfants par le biais de l'école.

Ainsi s'est répandue dans les milieux populaires l'idée selon laquelle le diplôme est un facteur d'amélioration de la situation sociale. D'où cette course aux parchemins dans laquelle il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus.

Mais le sort des diplômés n'est pas, exception faite d'une petite minorité, excessivement enviable. La situation financière de l'inspecteur des impôts, de l'enseignant, de l'officier reste modeste et apparaît en tout cas aux yeux des intéressés sans commune mesure avec la longueur des études poursuivies.

En outre la considération dont jouissent le militaire, professeur, le cadre subalterne du secteur tertiaire est des plus limitée.

Reste le cas des brillantes bêtes à concours qui se sont hissées au sommet de la pyramide scolaire : le polytechnicien, l'énarque, le centrien jouissent de salaires confortables bien que sans commune mesure avec les profits réalisés par les P.D.G. Mais surtout ils bénéficient du prestige que confère le pouvoir : ainsi l'inspecteur des finances, ou le trésorier payeur général sont les maîtres occultes de la vie quotidienne des collectivités locales. Les hauts fonctionnaires de la Rue de Rivoli ordonnent la marche générale de la nation. Ils le savent et en sont fiers.

Cette méritocratie se recrute surtout dans les fils de grandes familles. Ceux qui viennent de classes plus modestes, en adoptant l'esprit de corps de la grande école qu'ils ont intégrée, acceptent le plus souvent l'esprit de caste de son milieu dominant. Dès lors la méritocratie et les puissances d'argent s'épaulent et se renforcent mutuellement.

LE CAS GISCARD

L'actuel chef de l'Etat est un bon exemple d'homme situé à la limite du groupe des hommes de profit et de celui des hommes de pouvoir. Fils de banquier, polytechnicien et enarque il a montré tout au long de sa carrière politique une immense compréhension pour l'argent. Sous son impulsion le taux de croissance de la T.V.A., qui atteint tous les consommateurs, s'est accru bien plus vite que celui de l'impôt progressif sur le revenu. Ce dernier est un des moins élevés d'Europe. De même c'est sous le règne de Giscard que fut inventé le système scandaleux de l'avoir fiscal, véritable prime aux actionnaires cédée gracieusement par l'Etat.

Arrivé au pouvoir que fait-il ? Il installe à la tête de l'Etat une véritable « énararchie absolue » comme l'écrit le *Nouvel Observateur*. Chirac, Poniatowski, Fourcade (Finances) sortent de l'E.N.A. Enarques aussi que Claude Pierre-Brossolette, secrétaire général de l'Elysée, son adjoint Yves Cannac, le chef de cabinet Philippe Sauzay, le « penseur » du groupe Jean Serisé.

Jamais la dictature des dynasties bourgeoises sur le pouvoir n'a été affirmée de façon aussi insolente.

QUE FAIRE ?

Face à cette situation, quel combat doivent livrer les militants de la N.A.F. ?

En premier lieu *dénoncer sans trêve ni relâche le « système Giscard »*. Nous n'avons jamais fait de l'égalité une panacée. Nous croyons que la vie est faite de différences et de tensions. Encore faut-il qu'il n'y ait pas mise en coupe réglée de la société par une petite minorité et généralisation du mépris à l'égard du reste de la nation.

En second lieu *combattre les fausses alternatives*. Par exemple le fait de proposer, comme le fait la gauche, une généralisation de la panscolarisation. L'enseignement passe-partout dispensé aux Français avantage surtout les enfants des milieux aisés et cultivés.

Enfin il nous faudra *combattre l'establishment actuel* sur le terrain des pouvoirs et sur celui du Pouvoir.

— des pouvoirs : pour briser ou au moins atténuer les inégalités actuelles, il faudra que se créent dans l'entreprise, au niveau communal et régional, des *élites populaires* ; celles-ci constitueront autant de forces de contrôle destinées à subordonner la dynamique capitaliste à un nouveau projet de société.

— du Pouvoir : pour protéger la formation de ces élites, l'Etat aura besoin de toute son indépendance. On voit mal un état électif y parvenir : l'imbrication des forces politiques de gauche comme de droite avec la méritocratie et l'argent est par trop évidente. Remplacer Giscard par Rocard, merci ! Une monarchie elle-même peut se rendre partiellement prisonnière d'une caste dominante. La faiblesse de Louis XV et de Louis XVI face aux « partisans » et autres financiers le prouve.

Du moins si le roi le veut avec persévérance, la monarchie peut mettre au pas une classe dirigeante sans risquer de buter sur une échéance électorale qui remettrait en question son action. Présenter la monarchie comme l'ultime recours face à l'état-argent reste notre tâche prioritaire.

Arnaud FABRE

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

les euro-traîtres

(suite)

Mais nous refusons de nous associer à la joie malsaine de la droite et de l'extrême-droite. Car ce que célèbrent aujourd'hui MM. Pado et Brigneau, c'est la défaite d'une *conception juste* de l'Etat, c'est la ruine d'une ambition nationale, c'est la déroute d'un mouvement sans doute corrompu, mais qui compte tout de même dans ses rangs des défenseurs fervents de la nation française.

Voilà ce qui disparaît. Et ce qui le remplace, hommes et méthodes, n'est certainement pas préférable. C'est au contraire tout le passif de la V^e République qui l'emporte, y intégrant tous les débris de la IV^e République. C'est la revanche de la droite la plus détestable, avec son mépris des êtres et son argent, son saint argent qui lui permet d'acheter titres et châteaux. C'est la revanche de Robert Schuman et de Pinay, dont les fils spirituels sont désormais au pouvoir. C'est la revanche des Etats-Unis, trop longtemps mis en échec par la diplomatie française.

Tel est le nouveau gouvernement qui exprime, à travers les hommes qui le composent, toutes les tares, tout le négatif de la classe politique française. Voici Poniatsowski, l'homme des basses intrigues. Voici Lecanuet, dont la politique a toujours été à l'encontre des intérêts de la France. Voici Abelin qui représente le trust ITT, ce qui est tout dire. Voici d'Ornano, porte-parole de Washington en février dernier. Voici Servan-Schreiber, l'adversaire du Concorde et de la force de dissuasion, bouffon national aujourd'hui promu bouffon personnel de M. Giscard d'Estaing. Voici

Chirac. Mais celui-là ne compte déjà plus. Il ne sera jamais que le porte-parole de Giscard d'Estaing, et l'exécuteur des décisions de Poniatsowski, en attendant d'être congédié.

LA PIRE DES POLITIQUES

C'est dire qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement, hormis le pire.

Le pire en politique extérieure, puisque Giscard s'affirme partisan d'une relance de l'Europe politique. Ce qui signifie l'abandon de notre souveraineté au profit de la bureaucratie bruxelloise et le développement sans frein du capitalisme multinational.

Le pire en politique extérieure, car le lobby pro-américain n'aura de cesse que la France rejoigne le camp « atlantique ». Gageons que, sur ce point, M. Giscard d'Estaing se laissera faire une douce violence.

Le pire en matière de défense puisque M. Giscard d'Estaing, au cours de sa campagne, a déclaré que la « participation » de la force nucléaire française à la défense européenne devait être examinée. C'est-à-dire que la force de dissuasion risque d'être intégrée à une nouvelle C.E.D., elle-même insérée dans le système militaire américain. Tant d'efforts, pour aboutir à cette abdication !

LE « SYSTEME GISCARD »

Européisme, atlantisme : tel est le premier aspect du « changement » annoncé.

Le second se caractérisera par la *dictature de l'affairisme et de la technocratie*. Quand on dénombre sept P.D.G. dans le nouveau ministère, quand on perd le compte des anciens élèves de l'E.N.A., quand on sait que le libéralisme sert toujours de paravent au cynisme et à l'autoritarisme, on commence à avoir une idée claire de la politique qui sera suivie.

Ou plutôt des politiques. Car il y aura le *spectacle* politique, les opérations en trompe-l'œil destinées à cacher tout le reste, qui est l'essentiel. Le *spectacle* politique, c'est la promesse d'en finir avec les tables d'écoutes et les transformations du protocole. Le *trompe-l'œil*, c'est la déclaration gouvernementale de mercredi. Mais la véritable politique sera celle du mépris, de l'argent-roi, avec — en prime — une loi libéralisant l'avortement.

Car n'oublions pas que Giscard est l'inventeur de l'avoir fiscal, l'organisateur de la spéculation immobilière, en un mot le défenseur attitré des possédants. N'oublions pas qu'il a été le partisan le plus tenace du vote de la loi sur l'avortement. N'oublions pas qu'il a été, depuis toujours, le champion de l'inflation. Et l'adversaire de la décentralisation. Et l'adversaire de la participation.

Le passé témoigne, et le présent confirme qu'il n'y a rien à espérer de Giscard. Rien que la dictature du profit, de la technocratie, et d'une caste de politiciens sans scrupules.

Les laissera-t-on faire ?

Bertrand RENOUVIN

ah,
ces hommes
"neufs"!...

LES GRANDS ANCETRES : ROBERT SCHUMAN ET ANTOINE PINAY

Robert Schuman, député démocrate-chrétien de la Moselle, a été ministre des Affaires étrangères dans sept gouvernements de la IV^e République. A ce titre, il fut le co-fondateur avec Adenauer de la C.E.C.A. (Communauté Economique du Charbon et de l'Acier). Dans cette opération, il fut un instrument docile entre les mains de Jean Monnet, théoricien de l'Europe — grand marché — destiné — à — supplanter les nations.

Le nom de Pinay, lui, est attaché à deux traités : celui non ratifié de la C.E.D., celui du Marché commun préparé à la conférence de Messine alors qu'il était ministre des Affaires étrangères. En 1955, le représentant d'un patronat très classique s'était substitué au démocrate-chrétien comme constructeur de l'Europe. Rien d'étonnant à ce que du fond des vapeurs

brumeuses provoquées en lui par l'extrême soir de sa vie, il donne aval à l'homme plus jeune qui prend la relève au niveau français et européen de la défense de l'Europe.

JEAN LECANUET : LE NYMPHOMANIAQUE DE L'EUROPE

Jean Lecanuet, nouveau garde des Sceaux, a le visage lisse et un sourire qui se veut bonhomme et charmeur. Ce masque, en fait, cache une passion qui au fil des ans s'est faite peu à peu obsession.

Sous la IV^e République il fut membre des cabinets des ministres M.R.P. Robert Bichet, Joannès Dupraz, Pierre Abelin, André Colin, Jean Letourneau, Robert Buron. Edgar Faure, à l'heure de la conférence de Messine, en fit un secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.

Durant seize ans de V^e République, il a joué les censeurs vigilants de la politique d'indépendance nationale. C'est sur le programme de

l'adoption de la règle de la majorité (et non de l'unanimité au sein du Marché commun) qu'il obtint 3.700.000 voix aux présidentielles de 1965.

C'est sur le programme de l'Europe intégrée qu'il fonde le Centre Démocrate, nouvelle mouture du M.R.P. Las ! Le Centre Démocrate se fait lourdement battre aux législatives de 1967. Au fil des scrutins suivants, son laminage s'accroît. Dès lors Lecanuet négocie son ralliement à la majorité contre une ouverture atlantiste, européenne et sioniste de la politique étrangère. Avec Sauvagnargues au Quai d'Orsay, il peut être rassuré !

Pour le reste Jean Lecanuet est partisan de tout réformer, tout rénover, tout modifier, mais sans rien changer. Pensez donc ! Ce fils de commerçant a eu tant de mal à se faire admettre au sein de la grande bourgeoisie rouennaise !

Détail à signaler à Jarrot, son collègue de la « qualité de la vie ». Rouen, ville dont il est maire, est la plus polluée de France.

PIERRE ABELIN : CES MESSIEURS DE L'I.T.T.

On pourrait à première vue se demander pourquoi un personnage aussi médiocre que Pierre Abelin est devenu ministre. Ceux qui ont participé aux séances de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes (ancêtre du conseil régional) se souviennent surtout d'un personnage buté et sectaire qui par son maximalisme donnait souvent au Préfet l'occasion de rejeter toutes les revendications présentées.

Sa nomination au ministère de la Coopération n'est cependant pas un choix gratuit. La Coopération, Abelin, ça le connaît ! N'a-t-il pas gre nouillé dans divers comités et diverses sociétés tous spécialisés dans l'importation du cacao ? N'est-il pas l'homme de la construction du chemin de fer franco-éthiopien ?

Mais par-dessus tout Abelin est l'homme de l'I.T.T. (International Telegraph and Telephon) en France : à ce titre, il est administrateur du Laboratoire central de télécommunications, de la Compagnie générale de constructions téléphoniques et du matériel téléphonique (L.M.T.).

Avec de telles références il est devenu, bien sûr, le bras droit de Jean Lecanuet au Centre Démocrate. Avec sa présence dans les conseils de gouvernement, l'Amérique des trusts peut dormir sur ses deux oreilles : la fin de l'atlantisme n'est pas pour demain.

SAUVAGNARGUES : UN AMOUR FOU POUR L'ALLEMAGNE

« Entre l'Allemagne et ce personnage froid (mais prompt à la colère), le courant incontestablement a passé. »

« Comment expliquer cette attirance qu'il éprouve tout jeune pour le pays de Siegfried, lui, ce fils d'instituteur savoyard né à Paris ? La mort de son père sur le front, une éducation européenne donnée par sa mère, des vacances en Autriche et en Allemagne où il assiste à la montée du nazisme, voilà qui justifie une passion. Elle le saisit, lycéen à Henri IV, l'empêche définitivement, normalien, et le pousse à l'agrégation d'allemand. Elle lui dicte aussi sa conduite : la diplomatie et l'Allemagne. »

On croirait lire *Signal* faisant en 1943 l'apologie de Fernand de Brinon. Ce n'est pas le cas. Il s'agit tout simplement du curriculum vitae de notre nouveau ministre des affaires étrangères, résumé par *Le Point*.

Ajoutons qu'il existe entre Sauvagnargues et Brinon une différence fondamentale : l'occasion n'a pas fait le larron. En 1953 M. Jean-Pierre Sauvagnargues fut l'un des rédacteurs du traité de la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) qui aboutissait à dissoudre l'armée française dans un ensemble à dominante germano-américaine. Mais l'opposition conjointe des gaullistes, des communistes et des royalistes fit échouer le projet.

En 1955, conseiller au cabinet d'Antoine Pinay, il participe à la conférence de Messine,

« relance européenne » qui aboutira au traité de Rome instituant le Marché commun en 1957.

Manque de chance, le traité est appliqué à la manière gaullienne, fort peu supranationale, à partir de 1959.

Exit Sauvagnargues exilé de 1962 à 1970 en Tunisie.

Depuis quatre ans il a pu raviver sa passion germanophile à l'ambassade de Bonn.

Aujourd'hui il constitue au sein du gouvernement français le meilleur gage pour l'Allemagne et le fidèle porte-parole du chancelier de Bonn. Son premier soin en entrant en fonction a d'ailleurs été de faire une déclaration en allemand pour la télévision d'outre-Rhin.

J.J.S.S. : UNE HAINE VISCERALE DE LA FRANCE

On pourrait résumer ainsi la vie de Jean-Jacques Servan-Schreiber : une longue suite d'« intelligences avec les ennemis de la France ».

En 1953, il fonde *L'Express* qui se donne pour objectifs de dénoncer l'action de la France en Indochine et en Afrique du Nord. Lorsque la guerre d'Algérie éclate, J.J.S.S. s'engage : ce sera pour rapporter au bout de quelques mois un « témoignage » sur l'action des « tortionnaires » Français en Algérie. La vérité partielle des fait n'excuse en rien l'intention ignoble : tirer dans le dos de notre armée.

Le gaullisme entraîne son éclipse politique momentanée : il se borne à faire de *L'Express*, un magazine aérodynamique pour jeunes cadres dans le vent et à lancer — en vain — la candidature socialiste-centriste de M. X., Gaston Defferre, en 1965.

En 1968, il dévoile son « grand dessein » dans le *Défi américain*. Faire l'Europe à l'image des Etats-Unis pour « combattre » la puissance américaine. Cela l'amène à mettre cap sur le centre : soutien à Poher en juin 1969, mainmise sur le secrétariat général du Parti radical la même année. En juin 1970, à la faveur d'une élection partielle, il enlève à Nancy le siège du député gaulliste Souchal.

Dès lors il se prend pour la Jeanne d'Arc de la supranationalité. A Nancy, au cours d'une réunion, il arbore les drapeaux lorrain et européen mais non le drapeau français à cause du « divorce entre l'Etat et les régions ».

A partir de 1971 il reprend de façon virulente ses attaques contre « Concorde » esquissées dès 1968. Parallèlement il s'en prend aux essais nucléaires français dans le Pacifique, ce qui le conduit en 1973 à effectuer une tournée carnavalesque à Tahiti avec le général de Bollardière.

Promu ministre des réformes, son premier soin a été de s'en prendre dimanche dernier à notre force de frappe.

Il est vrai que J.J.S.S. qui a multiplié les prises de position les plus contradictoires, navigué de façon fantasque entre la gauche et le centre et atomisé le parti radical, ne représente plus que lui-même. Cela n'en rend que plus odieuse sa nomination au gouvernement par M. Giscard d'Estaing.

I. l'enracinement

— Et si nous parlions d'abord de la France, avait dit François Mitterrand, en commençant sa campagne électorale. A l'aube de l'ère giscardienne, à l'envol du groupe rapace des parvenus du pouvoir, nous n'avons pas à parler d'autre chose. L'œuvre annoncée, la grande pensée du régime, n'est-ce pas l'effacement définitif de la France comme personne, comme sujet de son destin et de celui du monde ? M. Giscard d'Estaing n'a fait nul mystère sur sa pensée profonde dans le témoignage essentiel rapporté par Raymond Tournoux dans son dernier livre : « Je ne pense pas que la carrière politique sera très intéressante en France, dans l'avenir. Les problèmes qui peuvent agir sur le cours de la civilisation et du monde seront traités sur une échelle plus vaste. Il sera plus intéressant de s'orienter, soit vers des activités intellectuelles, soit vers la participation à des organismes de taille européenne, soit encore vers les institutions politiques qu'il faudra bien un jour mettre en place. »

Nous sommes prévenus. Tout le monde est prévenu. Il n'y a d'excuses pour personne. L'état Giscard n'aura de cesse d'être parvenu au total effacement politique de la France. D'ailleurs, la constitution de son premier gouvernement ne prête à aucune équivoque : ce que la classe politique compte de frénétiques partisans de notre renoncement s'y trouve rassemblé et coagulé dans le but avoué de détruire l'indépendance française. Le changement pour Giscard et les siens ce n'est pas autre chose : avoir la peau de la France, au profit de l'Europe du fric, de la spéculation et du profit de quelques-uns.

Vous polémiquez et vous insultez gratuitement, nous diront quelques belles âmes. On verra à l'expérience. On voit déjà : cette politique du clan, cette politique des copains, elle est déjà éclatante. L'Europe tant chérie, celle des affaires et des commissions ne peut qu'être la chose de la nouvelle caste dirigeante, celle qui est partie prenante de cette vaste entreprise technocratique et capitaliste. J'accorde qu'au milieu de cette bande de rapaces, de loups plus ou moins jeunes, M. Lecanuet fait illusion avec ses airs de faux mystique. Mais il ne faut pas creuser longtemps la surface pour discerner cette âme de ressentiment dont le terrible génie de Nietzsche avait montré qu'elle était le propre du dévot honteux de sa faiblesse et de son impuissance. Près de deux décennies à pleurer le pouvoir, et le rêve démo-chrétien de l'effacement des nations, à ronger son frein et à rager ! Et maintenant la revanche...

Le disciple attardé du pauvre Robert Schuman est là pour donner un peu de couleur et de chaleur à une équipe qui en manque terriblement. Mais l'illusion sera brève. Déjà le langage lecanuettiste sur une *politique sociale avancée* est à mourir de rire. Quelle audace, ma chère ! Comme si l'ancien M.R.P. avait jamais eu une seule idée originale sur le plan

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

ment national et l'homme quelconque

social. De fait, tout cela masque fort mal le pire des conformismes et des conservatismes. En ce qui concerne l'Europe, l'illusion sera d'ailleurs courte durée. La mystique européenne démo-chrétienne n'est forte que de ses négations et de ses haines. On connaît la chanson ! Les égoïsmes nationaux étant dénoncés comme sources de l'ensemble des maux et catastrophes de l'histoire, la nation française voilà l'ennemi ! Ce qui contribuera à son effacement, à son humiliation sera réputé noble et juste, louable et salutaire. Au profit de qui ou de quoi se fera cette humiliation ? Peu importe à nos emmêlés. Cette frénésie négatrice ne profite en fait qu'aux seuls qui aient un projet positif européen, supra-national : les technocrates et les affairistes, nos modernes saint simoniens tendus vers la réalisation d'un grand espace économique rationnel dont ils auraient la maîtrise.

HOMME GÉNÉRIQUE ET DERACINEMENT.

Relié à la conception technocratique et saint simonienne, le propos de Giscard rapporté par Tournoux devient lumineux. La France se meurt. Lui Giscard est bien conscient d'être un des derniers gérants de l'affaire qui se dirige à Paris, avant qu'il y ait fusion d'entreprises, constitution d'un grand « holding », ce qui ne saurait tarder. Il y a là toute une conception de l'Etat et de la politique, reliée à une vision de la civilisation et donc de l'humanité.

Maurice Clavel dans un magnifique article sur Albert Camus et l'enracinement vient de la démasquer parfaitement. En mettant en cause, non pas Saint Simon, mais Marx. N'est-ce pas la même chose ? Les deux idéologues du XIX^e siècle n'ont-ils pas voulu libérer l'homme universel, l'homme générique ? Le libérer de toutes les aliénations, c'est-à-dire de tout ce qui pouvait le particulariser, l'empêchant d'atteindre à la totale réalisation de l'humanité ? Mais qu'était cette humanité, et quelle était l'essence de cet universel ? Si l'on n'avait pas trop peur de jargonner, on évoquerait ici les grandes questions sur l'être et sur les concepts. On verrait que le mot le plus significatif, le plus riche de détermination peut sous un autre rapport évoquer le concept le plus pauvre et le plus vide. Ainsi l'être qui peut signifier à la fois le maximum de déterminations et leur quasi-néant. De même l'homme. Est-ce l'homme dans la richesse de sa nature, son caractère irréductiblement personnel qui est en cause ? Ou est-ce l'homme quelconque ? L'homme de nulle part ? L'homme médiocre ?

Toute se passe, explique Maurice Clavel, comme s'il y avait aujourd'hui, chez les jeunes surtout une prodigieuse réaction contre une idée affaiblie et réductrice de notre humanité avec la volonté sauvage de se réenraciner. Mais il faut ici le citer : « Nous nous réenracinons, c'est un fait. Dans la longue et superbe dramatique de Cazeneuve, dont le succès populaire est immense — « Entre toutes les femmes » histoire d'un fils et de sa mère —, un paysan du Gers prononce presque à la lettre les phrases de Barrès sur la plante humaine qui ne peut vivre qu'en son milieu de naissance... Mais alors quoi ? Que se passe-t-il ? Qu'est devenue l'humanité universelle à libérer partout et identiquement ? Où donc est Marx ? Les masses seraient-elles la terre ? Est-ce que l'homme abandonne aujourd'hui son humanité ? Ou se réterrit-il à une origine et à une nature humaines plus complexes et concrètes, perdues depuis les lumières et peut-être la Renaissance ? Serait-ce le début de ce « nouveau Moyen Age », promis naguère pour bientôt par Berdiaëff ? Et que cherche d'autre Soljenitsyne ? »

Clavel fait preuve d'un bel optimisme, à l'heure

où ceux qui ne conçoivent l'homme que comme producteur-consommateur partent féroceement en guerre contre l'enracinement historique où l'on traite des affaires humaines en termes de rentabilité, de mobilité de l'emploi, de grand marché, de standardisation, etc... L'homme universel de Marx et de Saint Simon est en train de gagner. C'est l'homme œconomus, simple élément d'une structure, patient d'un procès qui le commande entièrement. C'est tellement l'homme quelconque qu'en définitive il disparaît sous l'effet de son insignifiance. Clavel se refuse à désespérer. Contre le désespoir, il allègue des faits. Il allègue une espérance. Il allègue aussi Soljenitsyne. Et il a raison, mille fois raison.

Il a mille fois raison d'en appeler avec Berdiaëff et Soljenitsyne à une origine et à une nature humaines plus complexes et concrètes. Mais cela passe par un approfondissement intellectuel et spirituel, celui dont un Barrès nous fournit l'exemple. Et qui nous dit qu'à l'exemple du grand écrivain lorrain, quelques jeunes sauvages ne passeront pas de la révolte anarchique à la découverte d'un moi qui plonge par-delà les racines nourricières charnelles à celles de l'âme ? Parce que c'est cela l'enracinement barrésien ! Aujourd'hui le destin exemplaire de Soljenitsyne nous invite à entendre sa voix qui rejoint celles des plus grands prophètes de la sainte Russie. L'enracinement de Soljenitsyne est également pour lui le chemin vers l'universel, comme l'était celui de Dostoïevsky.

Nous revenons ainsi au beau livre d'Olivier Clément et à ses pages finales ou au-delà des mythes réapparaissent les réalités nourricières.

LA PERSONNE - NATION

Pour le grand écrivain chrétien, la nation n'est qu'une dimension de la personne, elle-même image de l'absolu. « Dans l'unité humaine reconstituée en Christ, l'Evangile nous demande d'aimer le prochain. La nation est ce relais qui nous rend proche une terre et ceux qui l'habitent, ceux aussi qui l'ont habitée et qui maintenant y reposent. Surtout à notre époque où la technique et l'idéologie nous proposent de grises caricatures de l'universel, nous avons besoin de ces enracinements très simples : dans une terre, un peuple, une langue. C'est le cri de Soljenitsyne : « Ma vie durant, je n'ai eu sous mes semelles que la terre de ma patrie, je n'entends que sa douleur et je n'écris qu'à son sujet ». Et c'est pourquoi il nous est fraternel. A partir de cette fidélité tous les échanges, toutes les rencontres, tous les destins, si fréquents à notre époque, de nomades ou d'exilés, trouvent leur fécondité, marient les cultures, font les nations plus ouvertes et l'universalité plus consciente et plus riche. »

Voilà le véritable universel, l'universel concret, dans la richesse de ses déterminations, de ses couleurs qui évoquent autant de dépendances qui nous tiennent au fond de l'être et qui nous sont autant de fidélités. L'âge des lumières qui s'est prolongé en âge des techniques et bientôt des techniques d'avilissement a voulu substituer un universel abstrait à cet universel concret. C'est du même coup à une universelle entreprise de laminage que nous nous trouvons soumis. L'entreprise supra-nationale n'est qu'un aspect essentiel du grand mouvement de déshumanisation qui nous appauvrit et nous isole en atomes d'un univers anonyme.

D'où la nécessité d'un réenracinement. Réenracinement dans la patrie charnelle, qui est aussi « matrice » en ce « pays modeste et tempéré, que le soleil ne brûle pas, région arrosée par le fin rideau d'une averse ensoleillée, ou bien baignée par les hautes eaux printanières... douce contrée où l'arbre des forêts, serviteur fidèle, est si utile à l'homme. » On dira que ce goût de la nature et de la beauté peut conduire à une sorte de panthéisme ou de paganisme. Bien sûr, mais

le paganisme est une voie naturelle vers le sacré. Et l'Evangile s'harmonise avec ce paganisme là. La Russie est mère spirituelle, mystagogue, invitation à découvrir le mystère en ses lieux où souffle l'esprit.

Par-delà la beauté des horizons domestiques, il y a également la patrie « communion de personnes, une ébauche de communion. Un peuple, non le peuple mythique des populistes, mais tant de destins à travers les siècles, entre-tissés par la mémoire, l'espérance, le dépassement. » Olivier Clément peut rapprocher l'écrivain russe de notre Péguy pour qui la France est comme un essai, un peu le commencement de la communion des saints.

Et puis il y a la langue. La langue c'est l'essentiel de l'homme, la marque de son humanité, la pure jointure du charnel et du spirituel, l'habillage du spirituel. C'est bien pourquoi, aime dire Pierre Boutang, toutes les langues sont sacrées. Celle de Soljenitsyne est celle de la plus haute expression, langue d'église dira-t-on ; c'est la langue du récit de la sainte Face, cette icône du Christ « non faite de main et homme » que l'écrivain évoque dans un livre.

Mais ici, il faut encore citer Olivier Clément. Les familiers de l'ontologie du secret ne se trouveront pas dépayés ! « Par la médiation d'un peuple qui prit, qui reste par places tout imprégné d'orthodoxie, Soljenitsyne retrouve une existentialité liturgique, une langue liturgique, une langue biblique, celle qui permet, comme le demande l'apôtre de faire « eucharistie en toutes choses ». Langue des racines, au sens strict aussi, qui contraint le lecteur à scruter la signification originelle des mots, par une démarche qui n'est pas sans rappeler Heidegger, cet autre témoin de la gravité d'être (1).

Ainsi, la patrie est part intégrante de la personne, elle façonne la sensibilité, ouvre à la communion avec autrui, donne le don de la parole qui est la demeure de l'être. Le mot étonnant de Dostoïevsky s'explique alors : qui perd son peuple, perd son Christ !

Mais nos technocrates se moquent de ces considérations. Indifférent au génie des peuples, à leur âme, ils poursuivent leur œuvre de robotisation, de fabrication des hommes communs, sans fibres et sans cœur. La supra-nationalité, c'est la mort spirituelle des peuples, la déshumanisation. C'est pourquoi « de toutes les libertés humaines, la plus précieuse est l'indépendance de la patrie. »

(à suivre)

Gérard LECLERC

(1) L'esprit de Soljenitsyne. Olivier Clément (Stock).

erratum

LA MORT D'UN DUC

Une erreur malheureuse a rendu incompréhensible le paragraphe central de cet article publié la semaine dernière. Avec toutes nos excuses.

Parti des sources originelles du folklore des noirs américains, son œuvre est devenue un symbole de la musique des Etats-Unis. Ce n'est pas le blues, le swing, Harlem, l'Afrique, c'est la musique. Si le Duke a exprimé l'universel, le permanent dans l'homme, l'amour, la vie, la mort, la fête, la danse, le religieux, son obsession de la communauté noire reste présente et c'est toujours le blues, le swing, Harlem, l'Afrique. Sa musique est présente jusque dans notre littérature : repensons au merveilleux gâteau d'anniversaire de Chloé dans l'écume des jours de Boris Vian.

"un autre maurras"

L'appel que nous avons lancé la semaine dernière pour augmenter rapidement le nombre de souscriptions au livre de Gérard Leclerc sur Charles Maurras, a été entendu.

Il ne reste que 201 souscriptions à couvrir d'ici le 12 juin. Tous nos abonnés ont reçu une lettre de relance. Beaucoup parmi eux n'ont pas encore souscrit. Qu'ils le fassent sans tarder !

Pourquoi le délai du 12 juin ? Parce que nous voudrions assurer la parution du livre à la fin du mois de juin. Il serait dommage de reporter cette décision au mois de septembre pour un simple motif de trésorerie alors que les vacances sont un temps privilégié pour la lecture et la réflexion, donc pour assimiler sans précipitation cet ouvrage fondamental sur la vie et l'œuvre de Charles Maurras.

Nos lecteurs détiennent la clef de cette décision capitale pour la diffusion du message maurrassien.

Nous remercions ceux qui nous ont déjà aidé par leur participation. Nous invitons vivement les autres à remplir le bulletin de souscription et à le retourner au plus vite à IPN Diffusion.

Yvan AUMONT

En 1968, Maurras aurait eu cent ans. Qu'aurait imaginé qu'il y avait une étroite correspondance entre les événements d'alors et l'écrivain centenaire ? Le maître du mouvement royaliste ne passait-il pas pour un conservateur, un réactionnaire, en proie à une sainte peur panique devant toute perspective de révolution ?

Justement, la thèse de Gérard Leclerc est que mai 68 révèle Maurras, et que Maurras révèle mai 68 en lui donnant son sens : insurrection de l'intelligence contre une société industrielle dont la rationalité quantitative et productiviste méprise et bafoue les valeurs de l'esprit, valeurs sans lesquelles il n'est pas de civilisation humaine.

C'est le sens du petit livre génial de Maurras *l'Avenir de l'Intelligence*, écrit à l'aube de ce siècle. L'Intelligence saura-t-elle mener à bien son insurrection ? Se laissera-t-elle aller au mirage d'un nihilisme destructeur, ou saura-t-elle proposer une alternative convenable au système industriel ?

Tel est l'enjeu et telle est la vérité de l'itinéraire intellectuel d'un homme dont l'adolescence et la jeunesse plongent dans une crise de romantisme et d'anarchisme, et côtoient parfois un scepticisme et un désespoir où la mort apparaît comme une délivrance.

Comment le révolté put sortir de ses mythes tentateurs pour parcourir un chemin vers une sagesse politique et une espérance, Gérard Leclerc essaie de le montrer à travers les étapes de la vie intellectuelle et spirituelle d'un penseur au fond terriblement et étrangement méconnu.

Mais cette pensée est avant tout une pensée vivante, dont l'impact dans l'actuel combat des idées s'avère considérable. Car ce « Maurras » est essentiellement pour aujourd'hui. C'est pourquoi on ne s'étonnera pas de le voir s'affronter avec les penseurs politiques contemporains, qu'ils s'appellent Garaudy ou Althusser et les géants d'hier qui continuent à dominer notre débat, Comte, Marx, Nietzsche.

Sait-on, enfin, que ce philosophe et ce politique fut également un pèlerin de l'absolu et que Gustave Thibon a pu parler de « ce grand blessé du mystère et de l'infini ? ». Le dernier chapitre qui évoque ce Maurras-là en aboutissement d'un itinéraire donne également une réponse à l'interrogation et à l'angoisse d'un monde tenté par le non-sens.

Le livre de Gérard Leclerc apporte donc une contribution capitale au débat intellectuel d'aujourd'hui.

- Ch. 1 — La révélation.
Ch. 2 — Un adolescent d'autrefois.
Ch. 3 — Auguste Comte ou l'espérance de l'ordre.

- Ch. 4 — Un romantisme dominé.
Ch. 5 — Devant Marx.
Ch. 6 — L'anthropolitique.
Ch. 7 — Maurras et Nietzsche.

Les prix seront les suivants pendant la souscription.

- 1 ex. : 25 F (franco)
3 ex. : 65 F (franco)
5 ex. : 100 F (franco)
10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription, les prix seront :

- 1 ex. : 27 F (plus port)
3 ex. : 75 F (plus port)
5 ex. : 115 F (plus port)
10 ex. : 180 F (plus port).

Pour souscrire à ce livre, il suffit de le commander à l'Institut de Politique Nationale. B.P. 558-75026 Paris Cedex 01. Tous les versements seront faits à l'ordre de l'IPN - C.C.P. La Source 33537-41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

désire recevoir exemplaires (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

C.C.P. La Source 33-537-41.

(1) Rayer les mentions inutiles.

rappel : souscrivez avant le 12 juin !

réunion

AIX-EN-PROVENCE

Dîner-débat le vendredi 7 juin, à 20 h 15, à « La Taverne », cours Mirabeau, sur le thème « La situation après les élections », avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la NAF.

action syndicale

Mme Baly (2, quai des Alpes, 67-Strasbourg) a accepté d'étudier les possibilités de mener une action sectorielle dans le domaine syndical.

Le premier objectif est de dresser l'état des royalistes engagés dans l'action syndicale, de savoir ce qu'ils font, dans quelle organisation, à quel niveau. Sa mission sera :

- d'établir des contacts avec les militants, sympathisants et amis engagés dans l'action syndicale ;

- de photographier les actions individuelles déjà entreprises et d'en dresser une synthèse géographique et catégorielle.

Tous nos amis intéressés sont priés de se mettre en rapport avec Mme Baly en lui écrivant.

en septembre aux aubiers...

Le camp de formation organisé par la N.A.F. aura pour cadre cette année le centre de la Bretagne, en bordure de la forêt de Paimpont, dans notre « université de campagne » de la rue des Aubiers. Il se tiendra du 1^{er} au 11 septembre. Retenez ces dates dès aujourd'hui.

Ses participants ? Militants et sympathisants qui acceptent de réfléchir un peu pendant dix jours dans une ambiance détendue et amicale, avec l'aide de militants plus anciens qui y partageront leur expérience. Sans aucune exclusive cette formule s'adresse tout particulièrement aux jeunes qui s'engagent à poursuivre les activités pendant toute la durée du camp.

L'organisation d'une journée ? Suite de

communiqué

L'U.R.P. nous prie de communiquer :

Rassemblement royaliste le 16 juin aux Baux-de-Provence à partir de 10 heures.

A 11 heures, programme de chansons populaires avec Michel Tourière. Nombreux stands, buffet, buvette. Vers 15 h, allocutions.

Les Baux-de-Provence sont situés entre Avignon, Tarascon et Arles. L'itinéraire pour se rendre au lieu exact du Rassemblement sera fléché.

session action locale

Une session de formation à l'action locale et régionale se tiendra les samedi 6 et dimanche 7 juillet près de Melun.

Prix tout compris : 40 F. S'inscrire auprès du C.L.A.R. B.P. 566-75 825 Paris Cédex 17 (C.C.P. La Source 34 114 51), avant le 20 juin. Envoi du programme sur demande.

discussions, de travail personnel autour d'une conférence centrale. Des activités pratiques et la possibilité de détente sportive structurent le reste de l'emploi du temps. Le cycle de conférences est placé sous la responsabilité de Gérard Leclerc.

Après ces dix jours de formation, tous les participants seront mieux à même d'expliquer autour d'eux le projet de la NAF et plus efficaces dès la rentrée. C'est pour cela que nous conseillons tout particulièrement aux isolés de venir participer à ce camp.

Conditions pratiques : Le prix de séjour pour toute la durée du camp, tous frais compris sera de 210 F. Pour les personnes s'étant inscrites avant le 1^{er} août ce prix est ramené à 180 F.

... en juillet-août à agde

25 juillet-10 août 74. Comme chaque année à pareille date, des milliers de vacanciers vont quitter leur travail pour venir s'entasser sur les plages. Avec leur travail, ils vont aussi abandonner leur vie bien réglée et retrouver cette disponibilité dont — trop souvent — les marchands de vacances sont les seuls à savoir profiter.

Ils sont pourtant représentatifs de la masse de Français dont nous sommes, et à la libération de laquelle nous travaillons : d'où la nécessité de mettre à profit ces moments particuliers que sont les vacances pour entrer en contact avec ces Français et leur expliquer notre complot. De leur montrer aussi que ce complot peut être une fête...

Pour réussir Agde, pour en faire un tournant dans notre propagande, nous disposons de plusieurs atouts : de très bonnes conditions d'installation (camping officiel au bord de la plage), de complicités locales nouées à l'occasion du mini-camp de Thau (juillet 73) et des enseignements de cette expérience.

Ce que sera Agde ? Un camp ouvert, une base fixe où chacun est libre de se rendre quand il veut, avec qui il veut, et de participer à un certain nombre d'activités : depuis les activités classiques (sérigraphie, affichages, ventes, etc.), jusqu'à celles — moins habituelles — qui requièrent plus d'imagination : animation culturelle, fêtes, « journal de camp », enquête sur la région, etc.

Le tout dans une ambiance NAF que

avis aux abonnés

CHANGEMENT DE TARIF

Les hausses constantes du prix du papier et les frais de fabrication nous contraignent à ajuster nos tarifs d'abonnement d'une façon sensible. Cette augmentation aura lieu le 1^{er} juillet. Tous les abonnements qui nous parviendront avant cette date bénéficieront encore de l'ancien tarif. En particulier tous nos abonnés ont la possibilité de renouveler par anticipation à l'ancien tarif.

NOUVEAUX POINTS DE VENTE

AIX-EN-PROVENCE

— Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

BESANÇON

— Maison de la Presse, 58, Grande-Rue.

ARCACHON

— Maison de la Presse, 47, cours La-marque.

VENDOME

— Maison de la Presse, 31, rue de la République.

ROMORANTIN

— Maison de la Presse.

FUMEL

— Maison de la Presse, rue de la République.

LAVAL

— Maison de la Presse, place de la Tremoille.

VANNES

— Etablissements Le Reste, 1, rue Joseph-Le-Brix.

LYON

— Librairie Lambert, 1, rue de Marseille.

— Maison de la Presse, 68, rue de la République.

CARPENTRAS

— Librairie Les Amandiers.

BIARRITZ

— Bookstore, 27, place Clémenceau.

METZ

— Tabac-Journaux, rue du Palais.

nous saurons créer. Un forum politique permanent et la (re)découverte que la politique n'est pas seulement la triste affaire de politologues stipendiés...

Pour réussir Agde, il faut nous y mettre tous et tout de suite :

- une équipe de responsables permanents, chacun chargé d'un type d'activités,

- dès maintenant une estimation du nombre de militants et sympathisants qui passeront à Agde,

- et surtout, de l'imagination, beaucoup d'imagination : la traduction du projet NAF en un langage accessible n'est pas affaire de spécialistes, mais de tout le mouvement...

Adresser toute correspondance au journal

J. BECKER

lettre ouverte à un nouveau lecteur

Cher ami,

Vous êtes passionné du Bien français, d'amitié française et du rang de notre pays dans le monde. Et vous ne concevez pas la vie politique comme une lutte de slogans masquant mal les groupes d'intérêts partisans qui les profèrent, ni comme une activité périodique après laquelle le chèque signé en blanc servirait à couvrir toutes les turpitudes, lâchetés ou abandons du pouvoir de l'Etat.

C'est pourquoi en découvrant Bertrand Renouvin, vous avez acquiescé aux idées qu'il défendait et dont témoignaient son attitude et sa position : ne cherchant pas les suffrages, il posait les questions fondamentales de la France contemporaine à la lumière de la conscience, de l'honnêteté et de la raison.

— La question de l'Etat tout d'abord. Il faut un Etat, d'autant plus fort qu'il serait incontesté et désencombré des charges inutiles ; la continuité de l'Etat, qui poursuivrait les réformes urgentes, notamment économiques et sociales, avec l'assurance de les mener à bien par-delà plusieurs générations ; l'indépendance de l'Etat qui serait libéré de la pression des partis et des groupes d'intérêts, et pourrait asseoir sa continuité, indispensable notamment en matière diplomatique.

— La question de la société ensuite, dont l'organisation est le gage de la décompression de l'Etat, et dont le bien-être et l'harmonieux développement, dans la justice et les libertés, sont le but de la vie politique. La redistribution des pouvoirs dans la nation, aux différents niveaux de compétence, mettrait fin à la technocratie totalitaire, doterait les collectivités locales, régions, communes, professions, instances culturelles... des ressources et de représentation authentique à la mesure de leurs responsabilités. L'urbanisme, les cultures, l'économie... seraient ainsi envisagés par et pour les peuples de France dans leur réalité.

— La question de la nation enfin, dont l'avenir éveille l'intérêt bien au-delà de nos frontières. Espace de libertés, modèle d'art de vivre, terre de justice et de protection pour les faibles et les pauvres, asile de concorde et d'amitié pour un projet politique commun... la France pourrait être le phare de toutes ces espérances.

Pour cette libre politique de coopération internationale, en particulier avec les peu-

ples en voie de développement, pour aider les nations qui entendent préserver leur liberté face aux manœuvres de la double hégémonie soviéto-américaine, il faut donc assurer à la France la maîtrise de son destin. C'est assurer son indépendance en matière économique et militaire, contre l'atlantisme des uns et l'Europe « intégrée », capital-bureaucratique des autres.

Mais voici que Bertrand Renouvin vous affirme qu'en découvrant ses propres idées, vous avez compris ce qu'est le royalisme aujourd'hui.

Car le royalisme n'est pas un ensemble de doctrines abstraites. La monarchie est la condition institutionnelle de l'organisation de la société et de l'avenir de la nation ; quand on veut les unes, on désire l'autre qu'incarne la famille royale.

La monarchie libère l'Etat des remises en cause perpétuelles qui condamnent toute vraie politique : la mort de la V^e République est bien là pour montrer la vanité de toute tentative de restaurer l'Etat dans le cadre républicain avec les luttes de partis et les majorités parlementaires.

Mais le royalisme ne veut pas conquérir l'Etat à son profit : il veut le rendre à la nation, dans son rôle exclusif d'arbitrage et de justice dans la diversité française. Car la monarchie n'est pas un parti, surtout pas celui des royalistes : elle est cette institution magnifique qui sait et peut promouvoir une politique humaine — où le cœur pallierait les insuffisances de la raison — et parfaitement accordée aux besoins et nécessités de la nation, de toute la nation. En effet, aucune politique juste ne peut se résoudre à exclure de la vie nationale toute une catégorie de citoyens, sur tel ou tel critère : derrière les dirigeants du Parti, il y a ce peuple trompé dans ses espérances communistes, comme bien d'autres le sont dans leur foi républicaine qui est, au fond, la même erreur.

Le royalisme est ce mouvement de colère face à tous les exploiters qui fondent l'urbanisme et l'économie sur le seul profit de quelques uns ; il est la révolte contre ceux qui dilapident les énergies françaises, maintiennent les cadences infernales et le travail en miettes, accep-

tent l'avortement des enfants ou le suicide des vieillards emmurés dans leur solitude ; le royalisme est ce mouvement de combat contre tous ceux qui marchandent l'indépendance et la liberté de la France en la compromettant à l'Est ou dans une Europe germano-américaine ; il représente, contre une administration étouffante, ce mouvement de résistance des forces françaises qu'il veut imposer en dotant l'Etat d'une autorité légitime.

Celui que scandalise la domination légale d'une moitié de la nation sur l'autre, et qui rêve de l'unité française, est royaliste ; celui qui se lamente sur la carence de l'art dans une société débordée par la technique aveugle et qui œuvre, à son niveau, au retour de la fête, est royaliste ; celui qui sait écouter la plainte de l'ouvrier meurtri pour un salaire de misère, et qui croit qu'aucun socialisme à visage humain ne pourra se réaliser sans la remise en cause de la finalité même de la société, est royaliste.

Mais le vrai royaliste n'attend pas tout d'un *demain* hypothétique. Il travaille dès aujourd'hui, car il n'est pas un émigré motivé par la peur. Et sa *révolution rédemptrice* consiste à faire advenir dans le donné matériel et moral actuel, une société accordée à la nature foncière de l'homme, qui n'est ni bon, ni mauvais, mais « l'homme politique et l'homme raisonnable, l'homme artiste et l'homme chanteur ».

Aussi tant vaut son militantisme aujourd'hui, tant vaudra son civisme demain. Le royalisme est cette tension permanente entre ce que l'on vit ici et maintenant, et ce que l'on vise à vivre : c'est pleinement l'*empirisme organisateur* que résume la monarchie elle-même, elle qui n'est pour personne ni contre personne dans cette société où tout est partisan, elle qui ne connaîtra d'ennemis que les ennemis du peuple.

Un royaliste ne pouvait donc pas choisir le 19 mai pour ou contre un des deux gestionnaires de la société qu'il conteste ; mais un royaliste ne peut pas non plus se satisfaire de lire un journal ou d'entendre de « bonnes idées », il doit prendre contact et s'engager dans le mouvement qui fédère déjà les témoins prophétiques de l'amitié française demain restaurée.

Philippe VIMEUX

adhérents

La mise à jour de notre fichier d'adhérents a montré que beaucoup d'entre eux n'étaient pas à jour dans leur règlement de cotisation. Nous rappelons que la cotisation est mensuelle et fixée à 2% du revenu avec un minimum de 5 F. Ces cotisations sont indispensables à la vie de la N.A.F., servent à couvrir tous nos frais de fonctionnement et à nous assurer des ressources régulières.

Nous demandons à tous les retardataires de se mettre spontanément en règle. Pour des facilités administratives il est préférable de faire ces règlements au C.C.P. AFU Paris 1918-59.

Quant à nos lecteurs non adhérents, qu'ils nous écrivent pour recevoir un bulletin d'adhésion qui comporte notre « déclaration fondamentale ».